

COMBAT OUVRIER



Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

NUMERO SPECIAL

A toute la population laborieuse,

hommes,

femmes,

jeunes,

aux chômeurs !



La crise en Guadeloupe et en Martinique

Les maux causés par la crise aux pays riches, nous, travailleurs des Antilles, nous les vivons depuis longtemps. Ils n'ont fait que s'aggraver depuis quatre ans, mais ils sont notre lot depuis des décennies.

Depuis l'après-guerre, la société antillaise est en crise. Crise économique marquée par une régression incessante de la production de canne et par l'accroissement du chômage. Crise politique centrée autour du problème de la décolonisation de la Guadeloupe et de la Martinique. Le colonialisme a entraîné l'économie des Antilles dans une impasse. Aujourd'hui les seuls secteurs qui marchent sont ceux du commerce, des services publics et privés. La culture de la canne sur laquelle reposait une grande partie de la société a presque disparu de la Martinique et est en régression rapide en

Guadeloupe. Cela sans que rien ne soit venu la remplacer.

L'agriculture vivrière elle aussi est en voie de régression sinon de disparition.

La conséquence de cette désorganisation est double. D'abord s'est développé un chômage massif qu'aucune mesure sérieuse ne cherche à combattre. Ensuite la dépendance économique de plus en plus forte vis-à-vis de la Métropole s'est accrue. Dépendance qui se manifeste par l'accroissement des importations de denrées alimentaires qui pourraient être produites sur place. La vie sociale est dominée par cette régression économique et cette dépendance. Les salaires sont scandaleusement bas. Une grande partie de la population ne vit que de l'aide sociale dérisoire distribuée par l'administration coloniale.

La situation coloniale aux Antil-

les, c'est d'un côté l'enrichissement des sociétés françaises, antillaises, ou autres, du bâtiment, du tourisme, ou de l'import-export ; c'est le pillage organisé et protégé par le pouvoir colonial.

De l'autre c'est cette misère matérielle et morale de la majorité de la population. Misère qui maintient sur cette population un carcan de résignation qui fait obstacle à quelque progrès que ce soit dans nos pays.

Les partis politiques et leurs élus ont la vue suffisamment courte, pour accepter ce pillage et cette misère sous prétexte de préserver les maigres allocations familiales consenties par l'Etat colonial. Ces partis refusent de voir et de faire voir aux masses laborieuses que cette vie fondée sur l'assistance est une chaîne qui nous rive et nous soumet étroitement à la seule volonté de l'impérialisme français.

La crise c'est la société capitaliste qui en est responsable

La vie politique est dominée depuis un an par la préparation des élections législatives de mars 1978.

Elle l'est d'autant plus qu'après trente ans de gouvernement de droite on accorde généralement de fortes chances à la gauche de remporter ces prochaines élections. Ce qui aura pour conséquence de conduire au gouvernement cette gauche formée essentiellement des Partis Communiste et

Socialiste.

Cette perspective apparaît pour la majorité des travailleurs comme un pas vers un changement dans leurs conditions de vie.

Mais pour que des changements favorables aux travailleurs aient lieu, il faudrait s'attaquer aux maux causés par la crise économique qui s'étend à l'échelle mondiale. Il faudrait mettre fin au chômage, enrayer la hausse des prix. Une telle politique n'est possible

qu'en s'en prenant directement aux intérêts des classes possédantes, aux intérêts des capitalistes.

Car la crise actuelle est due au fonctionnement du système capitaliste. C'est le système lui-même qui veut que les capitalistes aient le droit de ralentir ou d'arrêter la production, jetant ainsi des travailleurs au chômage. C'est encore ce sacro-saint privilège de la propriété privée qui permet aux grands trusts toutes sortes de manipulations sur les prix du pétrole et des matières premières qu'ils contrôlent dans le monde entier, contribuant ainsi à la hausse des prix à l'échelle mondiale.

La gauche s'apprête à gouverner en France, mais elle ne pourra résoudre les problèmes créés par la crise. Car les partis de gauche ne veulent pas s'attaquer au système capitaliste. Ils ne veulent pas s'en prendre aux intérêts et privilèges des grands capitalistes qui contrôlent la production, industrielle ou agricole, et les banques.

La gauche s'apprête, sans plus, à gérer les affaires de la bourgeoisie française. Et en une période de crise cela ne peut signifier qu'une chose : que cette gestion se fera sur le dos des travailleurs.



QUE PROPOSENT LES GRANDS PARTIS POLITIQUES

Cette politique de dépendance coloniale, certains partis, ceux de la droite, la soutiennent ouvertement. Les RPR, PR et autres socialistes départementalistes sont de zélés défenseurs de la présence coloniale française aux Antilles.

En cela ils sont les ennemis des travailleurs. Et cela même quand ils prennent le visage de bons gestionnaires municipaux. Car cela ne les empêche pas de soutenir la politique de ceux qui envoient CRS et gendarmes contre les travailleurs qui réclament des augmentations de salaires, les matraquant, les assassinant bien souvent.

Les complices des exploiters et des assassins colonialistes n'ont aucun soutien à recevoir des travailleurs. Comme la grande majorité d'entre eux nous souhaitons une défaite de cette droite.

Mais, si nous le souhaitons, ce n'est pas pour autant que nous pensons qu'un simple changement de majorité à la Chambre des dé-

putés en France et à la tête de l'Etat permettront, plus que par le

passé de résoudre les problèmes des travailleurs.

LA GAUCHE NE S'ENGAGE PAS A GRAND-CHOSE

C'est ce que pensent les partis de la gauche antillaise (PC de Guadeloupe et Martinique, PS et PPM de Césaire). Car, disent-ils, un gouvernement de gauche en France nous permettra d'avoir satisfaction de nos revendications. Et cela sur deux plans. Pour eux la situation sociale va s'améliorer par la suppression des discriminations en tous genres : allocations sociales inférieures à celles en vigueur en France, salaire minimum (SMIC) inférieur, etc... D'autre part les revendications politiques connaîtraient elles aussi une réponse favorable. Puisque la gauche française reconnaît notre droit à l'autodétermination. Mais précisément sur tous ces points-là, la gauche française n'a pris aucun engagement réel à nous donner satisfac-

tion.

C'est la gauche antillaise qui présente ces revendications. Les Partis Communiste et Socialiste de France n'ont jamais dit qu'ils allaient prendre des mesures dès leur arrivée au gouvernement pour que le SMIC français s'applique ici immédiatement et légalement. Ils n'ont jamais dit que les allocations familiales ou l'allocation-chômage seraient immédiatement et obligatoirement appliquées ici selon les règles en vigueur en France. Leurs réponses à ces revendications de la gauche antillaise sont aussi vagues que celles de Giscard. C'est-à-dire qu'ils se disent « favorables » et pensent qu'on devra y arriver un jour.

Langage de politicien s'il en est !

MESURES IMMEDIATES A PRENDRE

POUR LUTTER CONTRE LE CHOMAGE

La première mesure à prendre est la diminution des horaires à moins de 35 heures. Ce qui, quarante ans après la loi de 1936 sur les 40 heures, n'a rien d'extraordinaire.

Une telle diminution d'horaire, sans diminution de salaire, est un premier pas vers une répartition du travail entre tous les bras disponibles.

Il faut aussi imposer l'ouverture de travaux utiles à la collectivité. Travaux qui doivent répondre à la somme des besoins en services et en équipements qui sont dans nos pays sous-développés loin d'être satisfaits (routes, logements, distribution d'eau, crèches, garderies, etc.).

Il faut aussi engager une action de transformation radicale de l'agriculture. Les cultures doivent être diversifiées avec une aide directe et importante de l'Etat, l'élevage favorisé par l'irrigation des régions souffrant de la sécheresse.

POUR FAIRE FACE A LA HAUSSE DES PRIX

Les salaires doivent être fixés en fonction de la hausse réelle des prix et non d'après les indices officiels. Une véritable échelle mobile des salaires permettra ainsi une revalorisation générale des salaires actuels. Il faut une augmentation portant sur le salaire minimum au moins au niveau des 2 200 F réclamés par les syndicats et cela sans attendre.



POUR LES PETITS PAYSANS

La terre des grands propriétaires fonciers, ces féodaux possédant des domaines de plusieurs milliers d'hectares parfois, doit être remise aux petits paysans.

Nous soutenons la revendica-

tion d'un revenu garanti pour les petits planteurs. L'Etat subventionne bien les grands propriétaires, rien n'empêche qu'il soutienne les petits planteurs.

Faire face à la situation catastrophique de l'économie

Pour faire face à la situation désastreuse de l'économie des Antilles, certaines mesures élémentaires sont nécessaires.

1) DIVERSIFICATION DES CULTURES

Les terres des grands domaines capitalistes doivent immédiatement être mises à la disposition des paysans pauvres. Un plan de diversification des cultures fondé sur un accroissement de la production vivrière doit être mis en œuvre. Une aide financière à des conditions les plus favorables doit être accordée à tous les paysans qui pratiqueraient cette diversification. Une remise sur leurs taxes et impôts en tous genres devrait être consentie à tous les petits et moyens planteurs.

2) CONTROLE IMMEDIAT DU COMMERCE EXTERIEUR

Ce qui permet de mettre un frein aux importations inutiles ou orientées uniquement vers la France, de contrôler les opérations des rois de l'import-export.

3) DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION ARTISANALE ET DE LA PETITE INDUSTRIE

fabriquant des biens de consommation courante (meubles, éléments de construction, conserves, textiles, montage, etc...).

4) CONTROLE DES BENEFICES REALISES PAR TOUTES LES SOCIETES IMPLANTEES AUX ANTILLES (LOCALES OU ETRANGERES)

Obligation pour elles de réinvestir une part de ces bénéfices aux Antilles mêmes.

Contrôle identique de l'activité bancaire.

Directeur de publication :
J. BIBRAC

Correspondant du journal :
G. BEAUJOUR
BP 214 PAP.
BP 386 FDF.

Supplément au numéro 81.
Impr. LITO Paris

Le problème du statut de la Guadeloupe et de la Martinique

La gauche reconnaît le droit des peuples antillais à l'autodétermination. C'est-à-dire que nous devrions avoir la possibilité de nous prononcer sur le futur statut politique de la Guadeloupe et de la Martinique.

Mais une telle déclaration d'intention ne suffit pas. Car elle ne dit rien sur les conditions dans lesquelles ce droit s'exercerait et elle perd ainsi toute signification autre qu'un vœu pieux.

Comment en effet les peuples des Antilles pourraient-ils valablement exercer leur droit à disposer d'eux-mêmes alors que toute l'administration française colonialiste et toutes ses forces de répression continueraient à contrôler la vie politique de nos pays ?

Comment exercer ce droit à l'autodétermination alors que serait mainte-

nu ce climat antidémocratique constitué de multiples pressions quotidiennes qui empêche les travailleurs — notamment ceux des campagnes — de laisser paraître leurs véritables sentiments envers le pouvoir central. C'est à cette répression et à ce bâillement quotidien qu'il faut mettre fin immédiatement en montrant à toute la population des Antilles que les tenants du colonialisme et tous les exploités ne sont plus protégés par les forces de répression et par tout l'appareil colonialiste.

Ce qui exigerait que ces forces soient appelées des Antilles.

Mais la gauche française ne s'est absolument pas engagée là-dessus et les partis antillais de cette gauche ne l'ont même pas exigé.

Si ces partis ont réclamé que les grands moyens d'information radio-télé-

vision soient mis à leur disposition, le Programme commun de la gauche, lui, ne s'est pas engagé là-dessus.

C'est-à-dire que c'est le pouvoir colonial qui continuera à avoir le contrôle de la radio-télévision. Ces organes d'information continueront comme aujourd'hui à inonder la population du seul point de vue de l'état colonial, interdisant sur les antennes le point de vue anticolonialiste.

Dans ces conditions, l'exercice du droit à l'autodétermination tel que le prévoit la gauche française et tel que l'acceptent les partis antillais de cette gauche sera profondément déformé et soumis aux pressions de l'administration colonialiste.

Il ne reflètera en rien les sentiments réels des masses laborieuses de nos pays.

La Martinique et la Guadeloupe : des colonies qui doivent s'émanciper

La Guadeloupe et la Martinique sont des colonies. Leur appellation de « département d'outre-mer » ne suffit pas à camoufler le fait colonial. Celui-ci, c'est l'exercice direct du pouvoir par le gouvernement français, écartant les peuples de nos pays de la conduite de leurs propres affaires.

La seule réponse qu'il faut donner au colonialisme est de le combattre par tous les moyens jusqu'à

arracher l'indépendance complète des Antilles, c'est-à-dire jusqu'à la création d'un Etat qui soit le nôtre et ne dépende que de la volonté des peuples des Antilles. Mais l'indépendance que nous voulons, nous à Combat Ouvrier, devra permettre la création d'un Etat qui sera celui des pauvres. Pour qu'il en soit ainsi, c'est dès maintenant que les travailleurs doivent se préparer à en prendre la tête.

Pour le pouvoir des travailleurs

Notre position politique n'est partagée que par une minorité de la population laborieuse. Mais nous sommes confiants dans l'avenir, car notre position va dans le sens des intérêts des travailleurs.

Nous nous battons pour l'indépendance et pour le pouvoir des travailleurs. La lutte pour y parvenir sera dure et sans doute longue, mais nous appelons les travailleurs et tous ceux qui en ont assez de la domination coloniale, de l'exploitation capitaliste, à rejoindre notre combat.

Nous appelons l'ensemble des travailleurs à rejeter résolument toute résignation et à engager la lutte, non seulement pour leurs revendications



immédiates, mais encore pour chasser le colonialisme des Antilles. OUI, NOUS VOULONS LE CHANGEMENT. MAIS UN VÉRITABLE CHANGEMENT. ET CELA NOUS NE POURRONS L'OBTENIR QUE PAR LA LUTTE.

On nous dit que les prochaines élections vont apporter le changement. Ce ne sera vrai que si au-delà de la défaite de la droite — défaite que nous souhaitons — les travailleurs imposent aux capitalistes et à leur Etat la satisfaction de leurs revendications.

Les travailleurs qui veulent affirmer cela et donner un avertissement aux politiciens de droite et à ceux de gauche qui veulent les remplacer au gou-

vernement, pourront le faire en votant pour les candidats que Combat Ouvrier présentera à ces élections. Cet avertissement signifiera à tous que les travailleurs sont décidés à arracher par la lutte la satisfaction de leurs revendications. Et cela que le prochain gouvernement soit de droite ou de gauche.

Les révolutionnaires n'appelleront pas les travailleurs à voter pour eux en leur promettant de régler à leur place leurs problèmes. Au contraire, ils les appellent à agir ensemble pour que la vie change vraiment. Et cela sans compter sur les politiciens de la bourgeoisie, qu'ils soient de droite ou de gauche.